



Journée nationale d'action

Jeudi 24 juin, Mobilisons-nous pour nos retraites !

Les mesures imposées par le gouvernement Sarkozy-Fillon sont **profondément injustes et ne règlent rien.**

Oui, il faut **prendre en compte l'allongement de la durée de la vie** mais il faut le faire de manière juste avec des mesures incitatives et en jouant sur les durées de cotisation. C'est ce que propose le PS.

Les ouvriers et les employés matraqués

Avec le **recul de l'âge légal de 60 à 62 ans**, le gouvernement fait le choix le plus injuste qui soit. Il fait peser l'essentiel de l'effort sur les **salariés les plus usés**, sur ceux qui ont eu **les carrières les plus longues, sur les plus modestes**. Il ne prévoit aucun vrai dispositif pour prendre en compte **la pénibilité**.

Les femmes au travail jusqu'à 67 ans

En **reculant l'âge de départ à taux de plein de 65 à 67 ans**, le gouvernement pénalise d'abord **les femmes** qui ont eu des carrières fractionnées.

90% de l'effort pour les seuls salariés

Les efforts ne sont pas équitablement répartis. Le gouvernement ne demande que 1,7 milliards d'euros au capital et au patrimoine, alors que l'effort total nécessaire est de 45 milliards d'euros.

Des retraites non financées donc non sauvées

Les mesures du gouvernement sont **irresponsables**. Les ressources nouvelles qui seraient nécessaires pour sauver les régimes de retraite sont absentes : 3,7 milliards d'euros alors que le trou est de 30 milliards d'euros. **Le déficit est mis sous le tapis jusqu'en 2012** grâce à des tours de passe-passe comptables.

Des pensions qui vont baisser

Comme le financement n'est pas réglé, la conséquence sera la **baisse des pensions**, comme ce fut déjà le cas après la réforme de 2003.

Le Parti socialiste a fait d'autres propositions, justes et efficaces, qui permettent de combler le déficit du premier au dernier euro et assurent l'avenir de nos retraites. Il demande des efforts équilibrés entre salariés et retraités, entre capital et travail, entre ressources nouvelles et durée de cotisation, tout en maintenant le droit de partir à 60 ans.

**Une autre réforme est possible :
mobilisons-nous pour faire reculer le gouvernement
et exiger une réforme des retraites juste,
qui préserve nos retraites et celles de nos enfants.**